

# Un autre marché est possible

En somme, il suffisait de le vouloir. Voilà des années qu'on évoque « les marchés » (pluriel indiquant qu'il s'agit des marchés financiers) comme s'ils étaient soit une divinité qu'il faut servir et satisfaire, soit une fatalité dont il faut s'accommoder le mieux possible. Contre leur loi, on ne pouvait rien faire. Certes, on avait bien, un peu partout, nommé des « gendarmes », mais les gendarmes sont là pour faire appliquer la loi, pas pour la changer. Logique. Régulièrement, on sacrifiait donc quelques moutons noirs à la vindicte populaire et plus encore à celle des journalistes qui espéraient bien faire oublier qu'ils avaient adoré la veille ceux qu'ils se plaisaient à brûler le lendemain. Et le milieu, qui pensait d'ailleurs que le contrevenant avait bien mérité l'opprobre puisqu'il s'était fait pincer, s'en retournait à ses juteuses affaires. Pour le reste, dirigeants et financiers s'en remettaient à une formule magique qui leur tenait lieu de mantra: le marché tranchera. Quant à l'Europe, elle avait pour unique mission de ramener les hérétiques vers la vraie foi.

Il serait injuste de passer sous silence le combat des altermondialistes qui n'ont pas cessé de dénoncer, à grand bruit et poing levé, le nouveau capitalisme financier et au-delà, l'économie de marché elle-même. « Un autre monde est possible », clamaient-ils – parfait oxymore, en réalité, mais il avait le mérite de s'opposer à celui des libéraux purs et durs qui juraient de leur côté qu'il n'y avait pas d'autre politique possible, ce qui revenait à affirmer qu'il n'y avait pas de politique du tout. Autant dire que nos chanteurs d'Internationale auront été les idiots utiles du néo-libéralisme ou, pour le dire poliment, l'opposition de sa Majesté. Bref, il y avait ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas, point barre. « Entre nous et Besancenot, il n'y a rien », auraient pu dire les gourous de Wall Street et du CAC 40. « Debout, les damnés des affaires », pourrait aujourd'hui répliquer le facteur.

Dans ces conditions, la déconfiture du système financier pourrait même avoir des vertus si elle met hors-circuit les idéologues

et inaugure l'ère des pragmatiques – les premiers pouvant d'ailleurs se glisser dans la peau des seconds. Voilà qu'on célèbre de tous côtés le retour de la politique : Jean-Claude Trichet en appelle aux États ; l'Irlande, ex-meilleure élève de la classe européenne, fait un bras d'honneur à ses partenaires ; de part et d'autre de l'Atlantique, on nationalise sans le dire les établissements en danger. En revanche, on a peu commenté une mesure pourtant significative, prise dans les premiers jours de la tourmente, l'interdiction de pratiquer le *shortselling*, autrement dit, de spéculer à la baisse sur les titres de centaines d'établissements financiers. Sans doute peut-on discuter la pertinence de la mesure comme celle de la liste des entreprises qui bénéficient de cette protection. Reste que ce qui était décrété impossible hier (qu'auraient dit « les marchés » ?) est devenu possible aujourd'hui.

En somme, tout se passe comme si l'on découvrait subitement que « les marchés » ne sont pas la fin mais le moyen. Leur objectif n'est pas d'assurer la fortune des opérateurs ni d'offrir un terrain de jeux aux crânes d'œuf qui ont inventé tous ces mirobolants produits auxquels plus personne ne comprend rien aujourd'hui mais, aussi naïf que cela puisse paraître, de financer le développement économique au service de l'intérêt général. Déjà, des voix s'élèvent pour réclamer qu'une fois la tempête passée, on en revienne vite au statu quo ante. On ne va pas reprocher à l'État de jouer le pompier quand la maison brûle, mais il faudra ensuite revenir à un fonctionnement normal, a déclaré en substance un député UMP après le sauvetage de Dexia. Bref, l'après-crise n'a pas encore commencé que déjà, les religieux repointent leur nez. Il ne reste qu'à espérer que les princes qui nous gouvernent auront, eux, retenu la leçon. Nous ne sommes pas au service des marchés, ce sont eux qui doivent être à notre service. À la schlague s'il le faut.

Élisabeth Lévy

[www.causeur.fr](http://www.causeur.fr)

**Directrice de la rédaction** : Élisabeth Lévy. **Rédaction** : Gil Mihaely, François Miclo, Basile de Koch, Marc Cohen (brèves), David Martin-Castelnau (bibliothèque), Raül Cazals. **Collaborateurs** : Alain Finkielkraut, Antoine Mercier, Aviad Kleinberg, David Abiker, Elie Barnavi, Paul Thibaud, Trudi Kohl, Xavier Théry, Rony Brauman, Luc Rosenzweig, Cyril de Pins, Guy Sitbon, Pierre-Henri Tavoillot, Dominique Quessada. **Conception** : Jean-François Baum. **Administrateur** : François Miclo. **Directeur de la publication** : Gil Mihaely. **Causeur est édité par Causeur.fr**, 9 rue Léopold-Robert, 75014 Paris. SARL au capital de 50 000 €, RCS Paris. Siret 504 830 969 000 11 Naf 724 ZA. Dépôt légal à parution. **ISSN** 1966-6055. Commission paritaire : en cours. Imprimé par les Éditions Quantum, 105 rue de l'Abbé-Groult, 75015 Paris. **Contact** : [abonnement@causeur.fr](mailto:abonnement@causeur.fr)

## Sommaire

Y'a de l'eau dans mon yaourt ! p. 2  
La madone et les trotskystes p. 4  
Ségolène l'Américaine p. 5  
Entretien avec Jean-Luc Gréau p. 6  
Le pape est pape p. 9  
Nous sommes tous des musulmans allemands p. 10  
Mourir pour Barcelonnette ? p. 12  
Toute révolution est anticulturelle p. 13  
Rentrée littéraire p. 15  
Mince, des obèses ! p. 16  
Bulletin d'abonnement p. 16